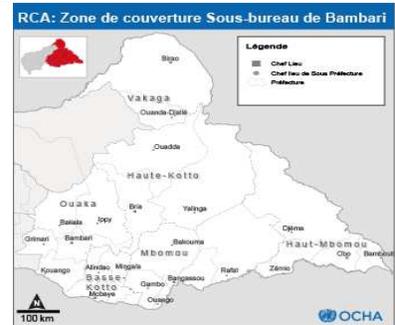




Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il a été publié par le Sous-bureau OCHA Bambari et couvre la période du 18 au 24 septembre 2017. Sur le plan géographique, il couvre les préfectures de la Ouaka, Basse Kotto, Haute Kotto, Mbomou, Haut-Mbomou et Vakaga.

FAITS ESSENTIELS

- 4362 personnes déplacées sur le site de l'Eglise de Elim à Mobaye suite aux incursions des groupes armés dans cette ville le 18 septembre ;
- 05 cas de maladies (péritonite) et un cas de typhoïde signalés sur le site de PK 3 à Bria ;
- Incursion des groupes armés dans les localités de Kembé, Ndikassi et Ngangou : déplacement de la population en brousse et à Dimbi.



Sources: SIGCAF/OCHA, partenaires. Créé le 25 Avril 2017
Les frontières, les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas la reconnaissance ou l'acceptation officielle par l'organisation des Nations Unies.

CONTEXTES SECURITAIRE ET HUMANITAIRE

Préfecture de la Haute-Kotto

- Le contexte sécuritaire est beaucoup plus marqué par la médiation entreprise par la délégation parlementaire au courant de la semaine à Bria en vue de rencontrer les différents acteurs de la crise. Les différentes rencontres établies ont conduit les différents leaders des groupes armés à faire une déclaration conjointe relative à la cessation immédiate des hostilités. Cette déclaration nécessite un suivi et un appui des autres acteurs spécialisés pour aboutir à une solution durable aux conflits intercommunautaires et la fin de la violence entre les groupes armés à Bria.

Préfecture de la Basse-Kotto

- A Alindao, une offensive a été lancée le 21 septembre par un groupe armé sur la position des éléments armés qui contrôlent la ville. Mais cette offensive a été repoussée. Les sources locales font un bilan de deux blessés du côté des civils et, 5 morts dont 3 du côté du groupe armé qui a lancé l'assaut et 2 civils. Le 22 septembre, une autre attaque a été lancée par les groupes armés contre la position des forces de la MINUSCA. Celles-ci ont pu contrer cette attaque qui s'est soldée par l'arrestation de 7 hommes armés qui croupissent dans les locaux des forces. Ces affrontements d'abord ont impacté sur le cours des activités humanitaires dont les acteurs ont observé le confinement. Ensuite, une des conséquences quasi évidentes des combats d'aujourd'hui pourra être l'anéantissement des quelques avancées obtenues la semaine passée à l'issue du dialogue entre les leaders des communautés locales. Pour rappel, suite à ce dialogue, l'embargo qui était décrété par des jeunes de la communauté musulmane contre les déplacés du site de la mission catholique a été levé le 16 juin dernier. Avec les combats de ce jour, d'aucuns craignent que cet embargo soit reconduit.
- Dans la sous-préfecture de Kembé, des affrontements ont éclaté le 20 septembre entre les groupes armés qui se disputent le contrôle de cette localité. Selon la source locale, le bilan de ces affrontements fait 17 morts et des déplacements des civils dans la brousse. Une autre partie des groupes armés ont assiégé les villages Ndikassi et Ngangou situés respectivement à 10 et 12 km de Kembé. Selon les sources locales, l'objectif de cette progression à visée conflictuelle consiste à lancer un assaut sur la localité de Dimbi. Toutes les populations de Ndikassi et Ngangou craignant les représailles des groupes armés, se sont toutes réfugiées à Dimbi. Les besoins humanitaires de ces vulnérables sont les vivres, les NFI/ABRI et la santé.

Préfecture du Mbomou

- Un cas de braquage d'une installation commerciale a été perpétré dans la nuit du 22 au 23 septembre. Les assaillants ont procédé au pillage des articles commerciaux que contient le magasin. Cette situation a créé une confusion conduisant les hommes armés à conduire une attaque contre le site des déplacés à l'Eglise Catholique. Cette attaque a été contrée par les forces de la MINUSCA qui assurent la sécurité dudit site.

Préfecture de la Ouaka

- Sous-préfecture de Kouango :
 - Le vendredi 15 septembre, un groupe armé non identifié a lancé un assaut meurtrier sur ce le village Lundi-Warago situé à 103 km au Sud-Est de Kouango vers la Sous-préfecture de la Basse-Kotto. Le bilan fait 2 morts et plusieurs blessés graves enregistrés. Cet incident a entraîné le déplacement de la population et le déplacement de la population dont la majorité sont les PDI à Sabegoudé et autres villages dans la commune de Cochio-Toulou.

- Le 19 septembre, un affrontement aurait opposé les groupes armés aux abords du village Galabourouma situé à 120 Km à l'Ouest de Kouango sur l'axe Kouango-Ngakobo, déserté par sa population depuis le début la crise armée en 2014 et réfugiée en masse sur le site de déplacés de Ngakobo et dans les autres villages de la Sous-préfecture de Kouango. Aucun bilan disponible de ces affrontements n'est connu à l'heure actuelle.
- Le 19 septembre, un convoi de motard escorté par les éléments armés en provenance de Sabegoude pour Bianga et transportant des blessés de Sabegoude suite à l'attaque du village Lundi-Warago le 15 septembre ont subi les assauts d'un groupe armé non identifié sur ce tronçon. Le bilan initial fait 1 mort et 3 blessés dont 2 hommes armés.

SITUATION HUMANITAIRE

Mouvements de populations :

- A Mobaye, selon la source communautaire, 4362 personnes déplacées dont 1089 hommes, 1090 femmes et 1283 enfants se sont déplacés sur le site de l'Eglise de Elim à Mobaye suite aux incursions des groupes armés dans cette ville le 18 septembre. Après la riposte des hommes armés contrôlant la ville de Mobaye, ces menaces d'attaque se sont poursuivies jusqu'au 23 septembre. En guise de réponse, les forces de la MINUSCA basées à Mobaye organisent de temps en temps une patrouille dans la ville et à côté du site des déplacés. Ces catégories vulnérables expriment des besoins en vivres, en santé, en NFI/ABRI.
- A Démbia, il a été rapporté que 1068 ménages soit 4519 personnes déplacés venant de Zémio sont signalées le 3 septembre dans la localité de Dembia situé à environ 85 km de Zemio sur l'axe Zémio-Rafai. Les facteurs de déplacement de ces personnes déplacées restent l'insécurité dans la ville de Zémio. Selon une source locale à Rafai, les ces personnes déplacées bénéficient pour le moment de l'assistance communautaire qui se trouve limitée. Les besoins de ces vulnérables se structurent autour des vivres, des NFI/ABRI, WASH.
- A Bria, la visite d'un acteur non humanitaire à Boungou situé à 28 km de Bria sur l'axe Bria-Ouadda a mis en exergue que plus de 1000 personnes de cette localité se sont déplacées vers le village Tchaga. Certaines personnes se sont retranchées dans la brousse. D'autres, environ 1000 personnes de l'ethnie Sara se sont déplacées vers le village SANS SOUCI situé à 12 km, au nord-ouest du village Boungou. En plus de ce déplacement, il a rapporté que la majorité des villages situés sur cet axe ont été incendiés par les groupes armés. Le centre de santé de Boungou appuyé par l'ONG IMC a été vandalisé. En rapport avec ces informations qui mettent en relief des défis humanitaires nécessitant un suivi, les acteurs humanitaires basés à Bria ont planifié une évaluation sur cet axe afin de mettre en évidence les besoins humanitaires relevés par cet acteur.
- Une évaluation exploratoire conduite par MSF en RDC met en exergue qu'il y a 1 441 ménages pour environ 11 520 personnes réfugiées. Cette statistique comprend aussi les 2 300 réfugiés congolais qui étaient installés avant la crise à Zémio. Les besoins, selon l'équipe de la mission, sont multi sectoriels.

Protection

- Une liste de 250 enfants associés a été remise par les leaders des groupes armés de Grimari à l'ONG Espérance pour le processus de la démobilisation et réinsertion. Cette liste a été obtenue après la formation qui a été organisée à l'attention des leaders des groupes armés par cette ONG en partenariat avec l'UNICEF. Un travail de profilage est en train de se faire avant de procéder à la prochaine étape avant le démarrage des cours. Un autre groupe armé a mis à la disposition de l'ONG War Child une liste de 120 enfants se trouvant à Ngakobo pour la réinsertion.
- Les acteurs de la protection de l'enfance s'organisent pour éveiller la conscience de toutes les communautés à Bambari sur la question de la mutilation génitale féminine qui refait surface. Ces cas sont enregistrés sur les sites des déplacés à Bambari. Selon l'ONG Espérance qui intervient aussi à Grimari, 7 cas ont été identifiés à Grimari où ces pratiques sont de plus en plus courantes. En dehors des arguments culturels qui sous-tendent ces pratiques, les autorités de l'Etat, en l'occurrence le maire de la ville de Bambari, ont marqué leur engagement en réunissant la semaine passée les chefs de blocs pour les sensibiliser sur les effets néfastes de cette culture. Les acteurs de la protection de l'enfance se sont repartis les zones afin d'intensifier la sensibilisation sur cette problématique.

Education

- La cérémonie officielle du lancement de l'année scolaire 2017-2018 avait eu lieu le Lundi 18 Septembre. Les acteurs de l'éducation soulignent malgré ce lancement, l'absence des enseignants dans les établissements scolaires, l'absence de l'implication des parents des élèves dans les préparatifs de la rentrée scolaire. Beaucoup

d'écoles ne sont pas encore nettoyées. Face l'absence d'engagement des parents, certains acteurs de l'éducation envisagent des campagnes de sensibilisation auprès d'eux afin qu'ils s'investissent davantage dans les activités d'encadrement de leurs enfants.

Santé-Nutrition/WASH:

- Les acteurs de la santé intervenant à Bria ont signalé 05 cas de péritonite et un cas de typhoïde liées à l'eau sur le site des déplacés du Pk 03. Ces pathologies s'expliquent par le fait que les activités d'approvisionnement de ce site en eau sont parfois suspendues avec la recrudescence des affrontements dans la ville de Bria. Les déplacés dans ces conditions sont obligés de recourir à des points d'eau non aménagés. MSF-F envisagé répondre à cette question de santé et couvrir en même temps les lacunes en eau. Toutefois, cette nouvelle donne requiert une attention du cluster Wash afin de créer les conditions d'accès à l'eau potable pour les déplacés en temps de crise.

Abris/NFI :

- En date du 19 septembre, à Bria le HCR en partenariat avec COOPI, a procédé à la distribution des kits NFIs en faveur de 243 ménages déplacés vivant dans les familles d'accueil au quartier Kotto ville soit 1246 personnes en provenance d'autres quartiers de la ville ainsi que des environs, notamment : Gbadou. Iramou, Bac (Afaye), Lasmi-Fadama, Endjiroucho et Bornou. Le kit par ménage est composé de deux pièces de couverture, deux nattes, un kit de cuisine, un seau, un jerrycan et une moustiquaire

COORDINATION

- RAS
-

MISSIONS :

Missions planifiées :

- 20/09 : ACTED : mission d'évaluation dans la zone de Kouango ;
- 26/09 : Rescue Team Mission d'assistance Humanitaire à Mingala (Mbo-Pouloubou)

POINTS DE SUIVI POUR BANGUI :

- RAS.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Claude MULULU, Chef de sous-bureau OCHA de Bambari, mululuc@un.org, Tél. : +23675001433, +23670857540, +23672251166

Ali Abdelrahman Abdelmoula DAWOUD, Chargé des Affaires Humanitaires, abdelrahmana@un.org, Tél. : +23675322273, +23670009628

Sylvain BATIANGA-KINZI, National Chargé des Affaires Humanitaires, batanga-kinzi@un.org, Tél. : 75 21 21 15 75 35 60 56/72 70 50 88

Pour plus d'informations, veuillez visiter : www.unocha.org/car | www.reliefweb.int/country/caf | www.car.humanitarianresponse.info